

Le très hon. M. Diefenbaker: Nous avons maintenant entendu le secrétaire d'État aux Affaires Extérieures (M. Martin).

L'hon. M. Martin: Bien entendu, le droit de grève est partie intégrante de la déclaration canadienne des droits.

● (3.20 p.m.)

Le très hon. M. Diefenbaker: Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Martin) mentionne les droits civils. Sauf erreur, il a entendu parler des travailleurs de sa circonscription. J'aimerais pouvoir consigner au compte rendu certaines des choses qu'il a entendues, même en provenance de cette région où, souvent, l'on n'entend parler que des réalisations ou des idées de l'honorable représentant. Ses propos étaient très intéressants. Il tenait à ce qu'on suive toute la filière des négociations. On l'a suivie. Il s'est écoulé assez de temps entre le moment où l'on a épuisé le dernier recours et celui où la grève a commencé pour que le Parlement soit convoqué, mais le gouvernement a refusé d'agir ainsi. Il voulait que la grève éclate parce que cela devait permettre à ses membres, armés d'un nouveau courage, de s'offrir comme de preux chevaliers pour le règlement du conflit.

J'ai écouté le premier ministre (M. Pearson) parlant à la nation avec une voix mellifue, blâmant le salariat et tout le monde sauf le gouvernement. Pourtant, c'est au gouvernement que revient le blâme puisqu'il n'a rien fait pour enrayer la plus forte tendance inflationniste de notre histoire. Le premier ministre remet les décisions à plus tard et refuse d'agir. Dans l'intervalle, les prix ne cessent de monter en flèche.

Le premier ministre et son gouvernement ont certes dû se rendre compte que l'établissement de la formule de 30 p. 100 favoriserait l'inflation. Le premier ministre a déclaré hier soir qu'il n'avait rien eu à voir à cela. Il m'a lancé un regard furieux lorsque j'ai parlé de la formule Pearson. Nie-t-il qu'elle soit de lui? Si oui, j'accepterai sa dénégation avec autant de grâce que je le ferais si Einstein niait être le père de la théorie d'Einstein sur la relativité. On y a associé son nom. Le gouvernement est nettement responsable de la situation qu'il a créée. Il a lanterné et fait patte de velours.

De temps en temps, le premier ministre a émis et débité ses banalités habituelles. La direction a fait défaut au sein du gouvernement pendant des jours alors que le Canada était menacé—c'était une tactique «diplomatique». De pareils problèmes et d'autres graves difficultés ne se règlent pas d'eux-mêmes ni ne s'évanouissent si on feint de les ignorer.

Le gouvernement se présente alors au Parlement et lui soumet un projet de loi.

A mon arrivée à la Chambre au début de la séance d'hier, je croyais que cette mesure renfermerait un remède capable de résoudre le problème si elle était adoptée par le Parlement. Mais que constatons-nous, monsieur l'Orateur? Le gouvernement a présenté une mesure législative qui, par aucun effort d'imagination—même celle du secrétaire d'État aux Affaires extérieures—n'offrira de solution raisonnable dans ce que le gouvernement demande au Parlement, tout en tenant compte des intérêts du pays.

Nous sommes en pleine crise. Cela ne veut pas dire que les députés n'ont qu'à s'incliner devant la décision impérative d'un gouvernement responsable en grande partie de la situation actuelle. A vrai dire, l'ensemble de la question a été fort bien résumé dans un éditorial de la *Gazette* de Montréal du 19 août, dont voici un passage:

Le Canada traverse de nombreuses crises en ce moment. Mais la plus grave de toutes est le sentiment répandu dans tout le pays que le gouvernement est dans une étrange incertitude. Une absence plutôt qu'une présence, une source d'inertie plutôt qu'une source d'énergie, une imprécision plutôt qu'une direction.

Voilà qui résume bien la situation. C'est ce que pensent les Canadiens. Partout au Canada, on a négligé de prendre des mesures contre l'inflation; on a négligé de dévoiler la vérité au Parlement.

Hier, le premier ministre m'a répondu sans détour. Aujourd'hui, il faut que le ministre des Finances (M. Sharp) l'interprète pour que la Chambre sache ce que le premier ministre a voulu dire. Le gouvernement ne sait pas où il va. Sa réponse hier était claire et sans équivoque et aucune prouesse sémantique ne saurait expliquer pourquoi le premier ministre du Canada a dit que des mesures étaient prises dans le sens de mes questions quand, aujourd'hui, un de ses ministres prend sur lui de dire que tel n'est pas le cas.

Peut-on s'étonner, monsieur l'Orateur, que le secrétaire d'État (M¹¹⁰ LaMarsh) ait fait une certaine déclaration dans un interview au cours de son voyage en Australie? La réflexion à distance est parfois lumineuse. Ses paroles ont été rapportées comme suit, dans les journaux. Le titre en est: «M¹¹⁰ LaMarsh craint que le Canada n'attrape les maux économiques du Royaume-Uni», et elle a poursuivi en disant, à un déjeuner du *National Press Club*, que les mesures récentes pour ralentir l'économie—elle parle du Canada—sont peut-être insuffisantes et inopportunes et que des mesures plus fortes sont requises.

M. Woolliams: Où sont-elles?